

Unité départementale du Loiret
3 rue de Carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEPOTS DE PETROLE D'ORLEANS

76 rue d'Amsterdam
75009 Paris

Références : VAT20250405
Code AIOT : 0010001471

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement DEPOTS DE PETROLE D'ORLEANS implanté 133 avenue Denis Papin BP 50102 45800 Saint-Jean-de-Braye. L'inspection a été annoncée le 17/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objectif de vérifier l'application par la société DEPOT DE PETROLE D'ORLEANS pour son établissement de Saint-Jean-de-Braye de ses obligations réglementaires relatives au maintien en sécurité des installations en cas de pertes des utilités, ainsi que celles relatives aux premiers prélèvements environnementaux dont la stratégie doit être intégrée dans les POI mis à jour des établissements SEVESO Seuil Haut. Ces deux thématiques constituent des actions nationales de l'inspection des installations classées en 2025, dans le cadre du retour d'expérience sur des accidents industriels récents.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOTS DE PETROLE D'ORLEANS
- 133 avenue Denis Papin BP 50102 45800 Saint-Jean-de-Braye
- Code AIOT : 0010001471
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société DEPOT DE PETROLE D'ORLEANS exploite à Saint-Jean-de-Braye un site de stockage de carburants (essence et gazole) et d'additifs. L'alimentation du dépôt s'effectue par pipelines et le déchargement au moyen de poste de chargement des camions en source et en dôme.

Le site dispose d'un PPRT approuvé en date du 15/09/2017. Le site a mis en place des mesures supplémentaires encadrées par l'arrêté préfectoral du 09/07/2018 pour réduire ses zones d'effets hors site.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective	2 mois
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	2 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	surveillance (4.b)			
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	2 mois
9	Gestion des situations dégradées	Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
15	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
10	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 04/09/2025, article R. 515-100	Sans objet
11	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 04/09/2025, article R. 515-100	Sans objet
14	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Vu : Schéma synoptique général de l'installation électrique. Vu : Schéma électrique général de l'installation électrique (extraits). Vu : Etude de danger du site - version 2021 Ce point de contrôle comprend des éléments confidentiels non publiables. Absence d'écart constaté sur le [PDC1].
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats : Vu : Etude de danger du site - version 2021, annexe 13 « liste des MMR » qui précise le

fonctionnement, la conception et le dimensionnement des MMR. Vu : Fiche réflexe n°18 « absence d'alimentation électrique sur réseau EDF ». Vu : Fiche réflexe du gardien n°1 « absence d'alimentation électrique sur réseau EDF ». Vu : POI de l'exploitant et notamment la fiche "répertoire" comprenant les numéros de téléphone d'urgence du fournisseur d'électricité. Ce point de contrôle comprend des éléments confidentiels non publiables. Absence d'écart constaté sur le [PDC2].
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : Vu : Etude de danger du site - version 2021, annexe 13 « liste des MMR » qui précise le fonctionnement, la conception et le dimensionnement des MMR. Vu : Fiche réflexe n°18 « absence d'alimentation électrique sur réseau EDF ». Vu : Fiche réflexe du gardien n°1 « absence d'alimentation électrique sur réseau EDF ». Vu : schéma synoptique général de l'installation électrique. Ce point de contrôle comprend des éléments confidentiels non publiables. Constat [PDC3] : L'exploitant ne dispose pas d'une liste précise des équipements et postes de consommation délestés. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'ensemble du PC EXPLOITANT (dont éclairage et matériels autres qu'informatique) utilisé en situation de crise est secouru par l'onduleur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

Vu : Etude de danger du site - version 2021, annexe 13 « liste des MMR » qui précise le fonctionnement, la conception et le dimensionnement des MMR.

Vu : Fiche réflexe n°18 « absence d'alimentation électrique sur réseau EDF ».

Vu : Fiche réflexe du gardien n°1 « absence d'alimentation électrique sur réseau EDF ».

Ce point de contrôle comprend des éléments confidentiels non publiables.

Constat [PDC4] : L'exploitant n'a pas établi de consigne présentant les vérifications à mener pour assurer la bonne mise en sécurité du dépôt, les personnes ou organismes à prévenir (dont DREAL et SDIS), les actions à prévoir et les données essentielles à la gestion de la situation dégradée telles que : consommation des groupes motopompes et du groupe électrogène et durée d'autonomie des matériels (groupes et onduleur).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

Vu : Etude de danger du site - version 2021, annexe 13 « liste des MMR » qui précise le fonctionnement, la conception et le dimensionnement des MMR.

Vu : Fiche réflexe n°18 « absence d'alimentation électrique sur réseau EDF ».
 Vu : Fiche réflexe du gardien n°1 « absence d'alimentation électrique sur réseau EDF ».
 Ce point de contrôle comprend des éléments confidentiels non publiables.

Constat [PDC5] : L'exploitant ne s'assure pas du maintien en place des barrières de sécurité contre le scénario "feu de l'Unité de Récupération de Vapeur (URV)" en cas de délestage de l'automatisme de gestion de l'URV, en particulier celles surveillant la température des charbons actifs de l'URV.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010
 Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

Constats :

Vu : Etude de danger du site - version 2021 ;
 Vu : schéma synoptique général de l'installation électrique ;
 Vu : fiche réflexe n°18 « absence d'alimentation électrique sur réseau EDF » ;
 Vu : fiche réflexe du gardien n°1 « absence d'alimentation électrique sur réseau EDF » ;
 Ce point de contrôle comprend des éléments confidentiels non publiables.

Constat [PDC6] : Le local du groupe électrogène de secours ne dispose pas d'alimentation en air frais ce qui pourrait mettre en péril son bon fonctionnement prolongé en cas de besoin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
Constats : Vu : schéma synoptique général de l'installation électrique ; Vu : rapport émis par la société SOCOMEC suite à la vérification de l'onduleur et du bon fonctionnement des batteries le 19/08/2025. Ce point de contrôle comprend des éléments confidentiels non publiables. Constat [PDC7] : L'exploitant ne justifie pas des données suivantes, relatives à la fiabilité des dispositifs de secours : <ul style="list-style-type: none">- autonomie de l'onduleur du site (selon capacités des batteries et consommation prévisionnelle tenant compte des besoins et du délestage automatique) ;- autonomie du groupe électrogène de secours ;- autonomie de la DCI sachant que les 5 groupes motopompes et les groupes émulseurs disposent d'une même réserve de carburant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Ce point de contrôle comprend des éléments confidentiels non publiables.

L'inspection des installations classées recommande que l'exploitant prévoit un contrôle des caractéristiques électriques du groupe électrogène en charge.

Constat [PDC8] : La fiabilité des actions de remédiation prévues en cas de défaillance d'un groupe électrogène ou de pièces critiques de son installation électrique n'est pas garantie. Il appartient à l'exploitant d'identifier et de lister les équipements, matériels et pièces critiques de son installation d'alimentation électrique (notamment inverseur et groupe électrogène) au regard de l'ancienneté des installations. S'agissant des matériels électriques, l'exploitant vérifie la disponibilité en pièces détachées identiques ou équivalentes. Le cas échéant, l'exploitant étudie la possibilité de disposer de pièces détachées de rechange pour ces éléments critiques. S'agissant spécifiquement du groupe électrogène, l'exploitant doit définir une organisation lui permettant d'assurer rapidement le remplacement d'un GE défaillant par un GE de secours (considérant l'autonomie de l'onduleur).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Gestion des situations dégradées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2015, article 7.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Constats :

Vu : Etude de danger du site - version 2021.

Ce point de contrôle comprend des éléments confidentiels non publiables.

Constat [PDC9] : L'exploitant n'a pas étudié les risques associés à une livraison TRAPIL susceptible

de se produire en mode dégradé, en cas d'arrêt d'urgence consécutif à une coupure de l'alimentation électrique générale. Dans le cas où ce mode serait considéré comme acceptable, une procédure dédiée et rigoureuse encadrant ce mode dégradé dit "surveillé" devra être mise en place pour préciser les points de vérification amont et aval de la procédure, et prévoir une surveillance renforcée à chaque étape. Le cas échéant, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'analyse précitée ainsi que la procédure retenue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/09/2025, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Vu : POI de l'exploitant mis à jour en mai 2024 notamment les fiches "Astreinte premiers prélèvements", "Stratégie premiers prélèvements", "Fumées aide au classement 1/2 et 2/2", ainsi que les éléments liés aux produits de décomposition des fumées intégrés dans chaque scénario POI de type incendie. L'exploitant a récemment mis à jour son POI pour tenir compte des nouvelles obligations réglementaires relatives à la mise en oeuvre de premiers prélèvements environnementaux. Absence d'écart constaté sur le [PDC10].
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/09/2025, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Vu : POI de l'exploitant mis à jour en mai 2024 ; L'exploitant indique que des exercices POI sont régulièrement menés à raison d'a minima 2 exercices annuels. Le prochain sera réalisé dans le cadre de l'exercice PPI prévu en novembre 2025. S'agissant spécifiquement de la stratégie sur les premiers prélèvements environnementaux, l'exploitant précise qu'il a réalisé un test d'appel de l'astreinte SOCOTEC (sans déplacement sur

<p>site) au cours de l'exercice POI sur l'un des dépôts raffinerie du midi. Le retour d'expérience de ce scénario est pris en compte pour mettre à jour l'ensemble des POI des dépôts. Ainsi, le POI du dépôt de Saint-Jean-de-Braye devrait rapidement évoluer avec une nouvelle fiche « alerte » tenant compte de ce retour d'expérience.</p> <p>Absence d'écart constaté sur le [PDC11].</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : Guide professionnel sur les produits de décomposition émis par un incendie - DT 126 ; Vu : Rapport SOCOTEC "Premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle - phase d'urgence ; Stratégie de prélèvements : paramètres suivis, points de mesures, méthodes et durées de prélèvements pressentis" du 08/08/2024. Vu : POI mis à jour par l'exploitant.</p> <p>Chaque scénario de type incendie dans le POI présente à présent un volet "Niveaux d'importance d'émissions des produits de décomposition de chaque produit stocké [...]" avec une hiérarchisation des émissions associées aboutissant à une stratégie de prélèvement en deux temps "Prélèvements en phase d'urgence" et "Prélèvements après sinistre" présentant les substances recherchées et les milieux.</p> <p>Conformément à l'avis DGPR du 1er décembre 2022, les premiers prélèvements environnementaux sont à effectuer au plus tôt après le début de l'accident et concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances toxiques pour les établissements Seveso ; - les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important pour l'ensemble des établissements Seveso [...] ; - les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances, pour les établissements Seveso seuil haut. <p>Le rapport SOCOTEC précise que l'établissement DPO de Saint-Jean-de-Braye n'est pas concerné par des substances toxiques susceptibles d'être émises ni par des substances odorantes ou très</p>

odorantes dont la liste des 147 substances à considérer est fournie en annexe de l'avis du DGPR. Dans sa méthodologie, l'exploitant a tenu compte de la présence d'amiante dans certains secteurs de son installation sur la base d'un diagnostic technique amiante réalisé sur le site (document non consulté).

Vu : cartographie prévisionnelle des points de prélèvements.

L'exploitant précise que la cartographie a été établie en tenant compte des enjeux à proximité du site et de la rose des vents du secteur (dont point témoin). Toutefois et en situation accidentelle, il est prévu que le personnel compétent de la société SOCOTEC se présente en premier lieu sur le site afin de réaliser un point de situation avec le DOI et le COS pour ajuster les points de prélèvements, le cas échéant, en tenant compte des risques potentiels d'intervention.

Constat [PDC12] : L'exploitant ne justifie pas que les prélèvements en phase d'urgence ne concerne que la matrice AIR alors que le dépôt est situé à proximité d'un cours d'eau (l'Egouttier) dans lequel l'exploitant se rejette et qui pourrait recueillir des suies et retombées issues des fumées de combustion. Bien que considéré comme un enjeu, la stratégie de prélèvements ne prévoit pas de prélèvement spécifique dans le château d'eau de la commune de Saint-Jean-de-Braye, voisin du site, qui pourrait être pollué par des substances toxiques ou nocives pouvant nécessiter une déconnexion du réseau AEP. L'exploitant doit justifier les raisons pour lesquelles ces enjeux ont été écartés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Vu : Guide professionnel sur les produits de décomposition émis par un incendie - DT 126 ;

Vu : Rapport SOCOTEC "Premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle - phase d'urgence ; Stratégie de prélèvements : paramètres suivis, points de mesures, méthodes et durées de prélèvements pressentis" du 08/08/2024.

<p>Vu : POI mis à jour par l'exploitant, notamment les fiches par scénario et la fiche "Stratégie premiers prélèvements".</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant présente un complément de fiche qui sera joint au POI du dépôt, présentant par substance et pour la matrice AIR : la méthode, le mode et la durée de prélèvement, la limite de quantification, les éventuelles contraintes logistiques, l'analyse / méthode utilisée et les délais d'analyses associés.</p> <p>Constat [PDC13] : L'exploitant doit mettre à jour le POI du dépôt de Saint-Jean-de-Braye en y ajoutant la fiche présentant la stratégie de prélèvement (matériels etc).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : Rapport SOCOTEC "Premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle - phase d'urgence ; Stratégie de prélèvements : paramètres suivis, points de mesures, méthodes et durées de prélèvements pressentis" du 08/08/2024.</p> <p>Vu : POI de l'exploitant mis à jour en mai 2024 notamment les fiches "Astreinte premiers prélèvements", "Stratégie premiers prélèvements", "Fumées aide au classement 1/2 et 2/2", ainsi que les éléments liés aux produits de décomposition des fumées intégrés dans chaque scénario</p>

<p>POI de type incendie.</p> <p>En situation accidentelle, un numéro d'appel d'astreinte est prévu pour contacter rapidement l'organisme en charge des premiers prélèvements environnementaux pour une intervention rapide sur le site. Plusieurs numéros sont indiqués. La fiche d'alerte de cette astreinte indique notamment le numéro de contrat associé aux sites d'Orléans et de préciser que la demande porte sur le dépôt de Saint Jean de Braye.</p> <p>L'exploitant présente également une estimation des délais de déplacement des personnes compétentes de chez SOCOTEC, tenant compte de l'implantation des agences de l'organisme. L'agence la plus proche du dépôt est celle de Tours. Il est donc estimé une durée entre 1h45 et 2h15 pour se rendre sur le site selon l'état du trafic au moment de l'évènement.</p> <p>L'exploitant précise qu'il a réalisé un test d'appel de l'astreinte SOCOTEC (sans déplacement sur site) au cours de l'exercice POI sur l'un des dépôts raffinerie du midi. Il est prévu que des exercices soient régulièrement menés avec le prestataire.</p> <p>Absence d'écart constaté sur le [PDC14].</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : Guide professionnel sur les produits de décomposition émis par un incendie - DT 126 ; Vu : Rapport SOCOTEC "Premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle - phase d'urgence ; Stratégie de prélèvements : paramètres suivis, points de mesures, méthodes et durées de prélèvements pressentis" du 08/08/2024. Vu : POI mis à jour par l'exploitant.</p> <p>Conformément à l'avis DGPR du 1er décembre 2022, l'exploitant doit s'appuyer sur "les scénarios d'incendie qui ont fait l'objet d'une caractérisation des distances d'effets (thermiques, toxiques ou de surpression) dans son étude de dangers, que ces dernières dépassent ou non les limites du site". Or, dans le rapport de SOCOTEC, les seuls produits stockés pris en compte sont les essences et les distillats. L'étude de danger du site identifie également les scénarios suivants mettant en oeuvre d'autres substances avec quantification des effets (effets qui ne dépassent pas les limites du site cependant) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - feu de nappe sur l'aire de dépotage additifs/éthanol ; - feu de nappe à la pomperie Ethanol - additifs. <p>Toutefois, bien que ces substances ne soient pas référencées dans le rapport SOCOTEC, la prise en compte des produits de décomposition et des facteurs d'émission de ces substances est bien prise en compte dans le POI pour les scénarios concernés (feu à la pomperie, ou aux aires de dépotage).</p>

L'exploitant indique que la méthodologie n'a pas spécifiquement pris en compte les différentes phases de l'incendie (développement du feu / refroidissement / temporisation / extinction avec mousse / post extinction) dans l'identification des substances susceptibles d'être émises, indiquant qu'il a été tenu compte des cas les plus défavorables. Pour autant, il est constaté que la présence d'émulseur n'a pas été prise en compte et que l'émission d'HF consécutive à une phase d'extinction avec émulseur n'est pas considérée dans les scénarios.

De même, le rapport ne fait pas état des équipements contenus dans les réservoirs et qui pourraient générer d'autres émissions (instrumentation, joints d'écran flottant, etc). L'exploitant confirme par contre qu'aucun stockage n'est présent dans les rétentions.

Dans le rapport SOCOTEC, les substances identifiées mais non investiguées sont précisées (dioxines/furanes, PCB et métaux) conformément au guide professionnel DT126.

Constat [PDC15] : L'exploitant doit tenir compte des équipements pris dans un incendie qui pourraient générer des substances à rechercher. L'emploi d'émulseur doit être pris en compte. Le cas échéant, les choix de retenir ou d'écarter certaines substances doivent être justifiés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois